



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.3/43/L.39
10 novembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL

Quarante-troisième session
TROISIEME COMMISSION
Point 103 de l'ordre du jour

CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE LE TRAFIC DES DROGUES

Allemagne, République fédérale d', Angola, Argentine, Australie, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, El Salvador, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fidji, Grèce, Guatemala, Guyana, Honduras, Inde, Indonésie, Italie, Jamaïque, Madagascar, Malaisie, Maroc, Mexique, Nicaragua, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, République démocratique allemande, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Trinité-et-Tobago, Turquie, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre et Zambie : projet de résolution

Etablissement d'un projet de convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 33/168 du 20 décembre 1978, 35/195 du 15 décembre 1980, 36/132 du 14 décembre 1981, 36/168 du 16 décembre 1981, 37/168 du 17 décembre 1982, 37/198 du 18 décembre 1982, 38/93 et 38/122 du 16 décembre 1983, 39/141 et 39/143 du 14 décembre 1984, 40/120, 40/121 et 40/122 du 13 décembre 1985, 41/125, 41/126 et 41/127 du 4 décembre 1986, 42/111, 42/112 et 42/113 du 7 décembre 1987, ainsi que toutes autres dispositions pertinentes,

Soulignant l'importance de la contribution que la convention apportera en venant compléter les instruments internationaux existants en la matière, notamment la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le

Protocole de 1972 portant amendement 1/ de ladite Convention, et la Convention sur les substances psychotropes de 1971 2/,

Soulignant l'importance de l'appel lancé par la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues 3/ pour que soit menée à terme d'urgence et avec soin la préparation du projet de convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, que l'aggravation constante du problème rend chaque jour plus urgente,

Prenant note avec satisfaction des nouveaux progrès réalisés à sa dixième session extraordinaire par la Commission des stupéfiants dans la mise au point du projet de convention,

Soulignant avec satisfaction les contributions précieuses du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les observations utiles des Etats, les travaux du Groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée qui s'est réuni à deux reprises en 1987 et une fois en 1988 et a rédigé des documents de travail révisés, ainsi que les conclusions du Groupe d'étude qui s'est réuni à Vienne du 27 juin au 8 juillet 1988 4/,

Tenant compte de ce que le Conseil économique et social, par sa résolution 1988/8 et sa décision 1988/120 du 25 mai 1988 5/, a décidé de convoquer une conférence de plénipotentiaires en vue de l'adoption d'une convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, qui doit se tenir à Vienne du 25 novembre au 20 décembre 1988,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés en ce qui concerne la préparation du projet de convention 6/,

1. Accueille avec satisfaction la résolution 1988/8 du Conseil économique et social, dans laquelle le Conseil a autorisé le Groupe d'étude à se réunir à Vienne en juin 1988 pour poursuivre la préparation du projet de convention et examiner les questions d'organisation de la conférence de plénipotentiaires,

1/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 976, No 14152.

2/ Ibid., vol 1019, No 14956.

3/ Rapport de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues, Vienne, 17-26 juin 1987 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.87.I.18) chap. J, sect. B, par. 3.

4/ E/CONF.82/3.

5/ Documents officiels du Conseil économique et social, 1988, Supplément No 1 (E/1988/88).

6/ A/43/678.

2. Prend noté avec satisfaction du rapport du Secrétaire général et du rapport de la Commission des stupéfiants 7/ sur sa dixième session extraordinaire ainsi que des recommandations qui y figurent, telles qu'approuvées par la résolution 1988/8 et les décisions 1988/118 et 1988/120 du 25 mai 1988 et 1988/159 du 26 juillet 1988 du Conseil économique et social, dans lesquelles il a été décidé, entre autres, de convoquer une conférence de plénipotentiaires en vue de l'adoption de la convention et de prolonger la durée, qui serait de 10 jours ouvrables, de la trente-troisième session de la Commission des stupéfiants, pour que celle-ci examine les mesures à prévoir avant l'entrée en vigueur de la convention;

3. Demande à la Commission des stupéfiants, agissant en tant qu'organe directeur principal de l'Organisation des Nations Unies en la matière, d'indiquer les mesures qu'il conviendrait de prendre avant l'entrée en vigueur de la convention;

4. Prie instamment tous les Etats d'adopter une approche constructive afin de régler les divergences qui pourraient subsister en ce qui concerne le texte de la convention;

5. Demande à tous les Etats, en confirmation de leur adhésion à la Déclaration de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues considérée comme l'expression de la volonté politique des pays de lutter contre le problème de la drogue, d'assigner le rang de priorité le plus élevé à la tenue de la Conférence de plénipotentiaires et d'y participer activement, au plus haut niveau possible, afin d'adopter la convention;

6. Exprime sa reconnaissance au Secrétaire général, à la Commission des stupéfiants et aux divers organes qu'elle a créés, pour l'efficacité avec laquelle ils ont donné suite à la demande de l'Assemblée générale concernant la préparation du projet de convention;

7. Prie à nouveau instamment tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de ratifier la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972 portant amendement de ladite Convention, et la Convention sur les substances psychotropes de 1971, ou d'y adhérer;

8. Prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport, lors de sa quarante-quatrième session, sur l'application de la présente résolution, notamment sur les résultats de la Conférence de plénipotentiaires convoquée en vue d'adopter la Convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, au titre du point pertinent de l'ordre du jour.
